

## [Texte]

Children who need care while their parents are at work are also a disadvantaged group. In this province, in the under-5 age group alone there are about 15,000 children in need of care but there are less than 800 licensed child care spaces to serve the need. Many parents are forced to make private arrangements which are less than adequate for the care of their children.

Another way in which the federal government is involved financially in child care is through the child care income tax exemption. While we believe that this is not the way to fund child care in this country, since it does nothing to ensure the development of quality child care, it is in use at present. While this system continues to be used, the full amount of the cost of child care should be able to be claimed and the exemption should be changed to a tax credit to be of more benefit to low income parents.

Lack of quality, affordable, child care services then affects the quality of two groups—the working parents of young children and the children who are in poor or mediocre care. Women have traditionally had to bear the primary responsibility for child care and have suffered a disparate impact from the federal government's lack of action in this area.

We would like to address the section on pensions. The 1985 federal budget contained reforms to private pension plans but no mention of the Canada Pension Plan. Since only about one-third of employed women are covered by employer-sponsored pension plans, and only a minority of women have much money to invest in RRSPs, these reforms do not go far enough in giving women equal access to pension benefits.

The parliamentary task force on pension reform, before which we appeared last year, or a year and a half or two years ago, recommended the inclusion of homemakers in the Canada Pension Plan—an idea put forth and supported by many women's groups across this country. This recommendation has not been acted upon.

In reproductive choice, birth planning, education and services, are not uniformly available in this country. The birth rate to women under the age of 20 in Newfoundland and Labrador is double the national average. Teenage pregnancy is a significant cause of our young women not completing high school. Sex education courses are not widely available in our schools. Planned Parenthood, a voluntary organization which has an important role to play in public education and counselling for birth planning, does not receive provincial funding and is constantly struggling to stay afloat financially. The federal government has cut back its support to the national office of Planned Parenthood. Yet there seems to be little evidence that governments are planning to deliver this service themselves.

## [Traduction]

Les enfants qui doivent aller en garderie pendant que leurs parents travaillent font également partie d'un groupe défavorisé. Dans cette province, le groupe des moins de 5 ans compte environ 15,000 enfants ayant besoin de services de garderie tandis qu'il existe moins de 800 places dans des garderies accréditées pour répondre à la demande. Beaucoup de parents se voient obligés de recourir à des sources privées, qui sont loin de répondre adéquatement aux besoins de leurs enfants.

Le gouvernement fédéral est également intéressé financièrement aux services de garderie par le biais des exemptions d'impôt se rapportant à la garde des enfants. Nous considérons qu'il ne s'agit pas là d'une méthode appropriée de financement de la garde des enfants dans notre pays, puisqu'il n'en résulte pas d'amélioration de la qualité des services de garderie; c'est toutefois la méthode qui prévaut actuellement. Tant que ce système prévaudra, le coût total des services de garderie devrait être déductible des impôts, et l'exemption devrait être transformée en crédit d'impôt, ce qui serait plus avantageux pour les parents à faible revenu.

Le manque de services de garderie de qualité, à prix raisonnable, affecte la qualité de vie de ces deux groupes—les parents de jeunes enfants qui travaillent, et les enfants eux-mêmes, privés de services de garderie de bonne qualité. Traditionnellement, les femmes sont les premières responsables de la garde des enfants et souffrent des répercussions de ce manque de mesures adéquates dans ce domaine de la part du gouvernement fédéral.

Nous aimerions considérer la section sur les pensions. Le budget fédéral de 1985 comportait certaines réformes relatives aux régimes de pension personnels, mais ne disait rien du Régime de pensions du Canada. Puisque un tiers environ seulement des femmes au travail bénéficient de régimes de pension offerts par l'employeur, et qu'une minorité de femmes ont les moyens financiers de contribuer à des REER, ces réformes ne sont pas suffisantes pour assurer aux femmes l'égalité d'accès aux régimes de retraite.

Le groupe de travail du gouvernement sur la réforme des pensions devant qui nous nous sommes présentés l'année dernière, ou il y a un an et demi ou deux ans, recommandait d'inclure les femmes ménagères dans le Régime de pensions du Canada—suggestion mise de l'avant et appuyée par plusieurs groupes de femmes à travers le pays. Il n'a pas été donné suite à cette recommandation.

Les possibilités offertes en matière de planification des naissances, d'éducation et de services ne sont pas égales à la grandeur du pays. À Terre-Neuve et au Labrador, le taux de natalité chez les femmes de moins de 20 ans est le double de la moyenne nationale. Chez les adolescentes, la grossesse est une des principales causes d'abandon des études avant la fin du cours secondaire. L'éducation sexuelle n'est pas automatiquement au programme scolaire. *Planned Parenthood*, une association bénévole qui joue un rôle important d'éducation et d'information du public en matière de planification des naissances, ne reçoit pas de subvention du gouvernement provincial et lutte sans cesse pour se maintenir à flot financièrement. Quant au gouvernement fédéral, il a réduit son aide au bureau national de *Planned Parenthood*. Il semble assez peu